



Le peuple grec dit non à l'austérité. L'heure est à l'offensive contre la Troïka et le grand patronat

Tract PSA du 09/07/2015

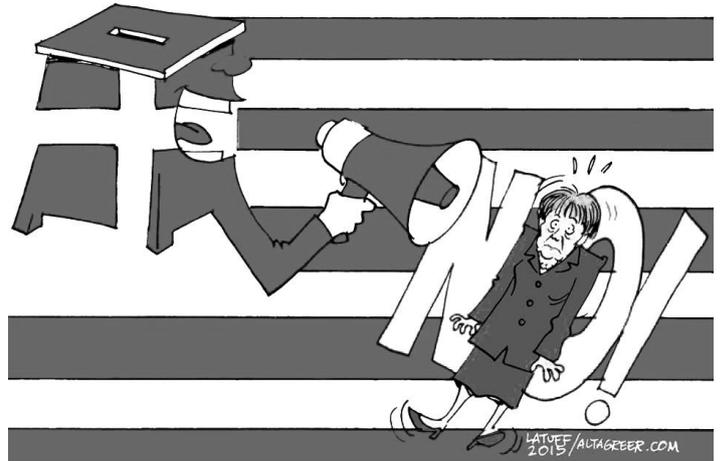
Une première. Le chantage et les menaces de Merkel et de l'Union Européenne n'ont pas fonctionné. Lors du référendum de dimanche dernier, le « non » s'est imposé en Grèce avec 61% contre 39% pour le « oui ». Le « non » a été largement majoritaire dans les principales villes du pays, notamment dans les arrondissements les plus ouvriers et populaires, de même qu'au sein de la jeunesse.

A travers ce vote, les couches populaires ont clairement exprimé leur rejet des attaques du Fonds Monétaire International (FMI), de la Banque Centrale Européenne (BCE) et de l'Union Européenne (UE). En six ans, la Troïka a littéralement fait sombrer le peuple grec dans la misère. Le taux de chômage, dans le pays, dépasse les 27%, avec des pics de 60% chez les 18-25 ans, et les conditions de vie de la population ont reculé comme jamais depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale et de la Guerre civile. Il s'agit d'un « non » à Merkel et à l'Europe du capital qui tente de se sauver aux dépens du peuple grec.

Aucune confiance en Tsipras. Il est l'heure de passer à l'offensive

Malgré les difficultés extrêmes des situations auxquelles elles sont confrontées, malgré les pressions et le chantage, les masses grecques ont démontré qu'elles étaient disposées à aller jusqu'au bout. Ce n'est pas pour obtenir des modifications à la marge des plans austéritaires qu'elles ont dit « non ».

Il est fondamental que les aspirations et les espoirs des masses grecques ne soient pas instrumentalisés par Tsipras pour une simple négociation dans de meilleurs termes avec la Troïka, afin d'arracher un programme d'austérité atténuée. Les volontés des masses grecques doivent se cristalliser autour d'un programme de lutte à la hauteur de ce qu'a exprimé le « non ». Ce programme ne viendra pas du gouvernement Syriza. Tsipras est arrivé au pouvoir avec la promesse de suspendre l'application des coupes budgétaires. Mais il a trahi ce mandat populaire en l'espace de cinq mois. Depuis février, il a accepté la quasi-totalité des exigences des créanciers, en élevant le niveau de TVA, en baissant



les pensions et en approfondissant le programme de privatisations. Plus que jamais, il faut l'organisation et la mobilisation du monde du travail, pour imposer un véritable « non » au chantage impérialiste et à l'austérité.

Ce serait un premier pas pour organiser la lutte et la mobilisation ouvrière et populaire afin d'imposer un programme d'urgence qui inclut le non-paiement de la dette extérieure, la nationalisation du secteur bancaire et du commerce extérieur, le rétablissement des salaires et des pensions aux niveaux d'avant la crise, la nationalisation sous contrôle des travailleurs des principales entreprises, autant de mesures fondamentales pour mettre fin aux attaques et à l'austérité et de façon à ce que ce soit aux capitalistes de payer la facture de la crise.



LE 13 JUILLET : DANSONS CONTRE LA RÉPRESSION DES MOUVEMENTS SOCIAUX !

3 cas emblématiques d'une logique de répression des mouvements sociaux qui constitue une menace pour la liberté d'expression :

- **Yann** : postier syndicaliste révoqué par la Poste pour avoir simplement pris la parole lors d'une grève.
- **Gaëtan** : étudiant condamné à deux mois de prison ferme et 4 mois avec sursis pour avoir manifesté suite à l'assassinat de Rémi Fraisse.
- Les 7 militants de la **Confédération Paysanne** : condamnés pour une action pacifique contre la Ferme des 1000 Vaches.

Dans les entreprises, on a affaire aujourd'hui à une vague de répression contre les travailleurs qui tentent d'organiser la riposte face aux politiques désastreuses de leurs directions. Il s'agit de décourager les éventuels candidats à la lutte, de montrer une ligne dure à même de rassurer les investisseurs.

TOUS LES SECTEURS SONT TOUCHÉS

- Autorisation de licenciement d'un délégué CGT chez Colas Gennevilliers par le Ministère du Travail alors que l'Inspection du travail l'avait refusée
- Licenciement à Castmetal dans le Doubs de 5 salariés qui voulaient présenter une liste CGT aux prochaines élections
- Mutation d'office de JF Chazerans, enseignant de philosophie, mis à pied après les attentats en janvier pour avoir osé critiquer le discours du gouvernement suite aux attentats de Charlie Hebdo et de l'Hyper Cacher
- Suspension d'une enseignante à Toulouse et mutation d'office de 5 autres suite à des grèves pour la défense de l'éducation prioritaire en décembre dernier.
- Poursuite pénale par Téfal d'une inspectrice du travail et d'un salarié à Annecy

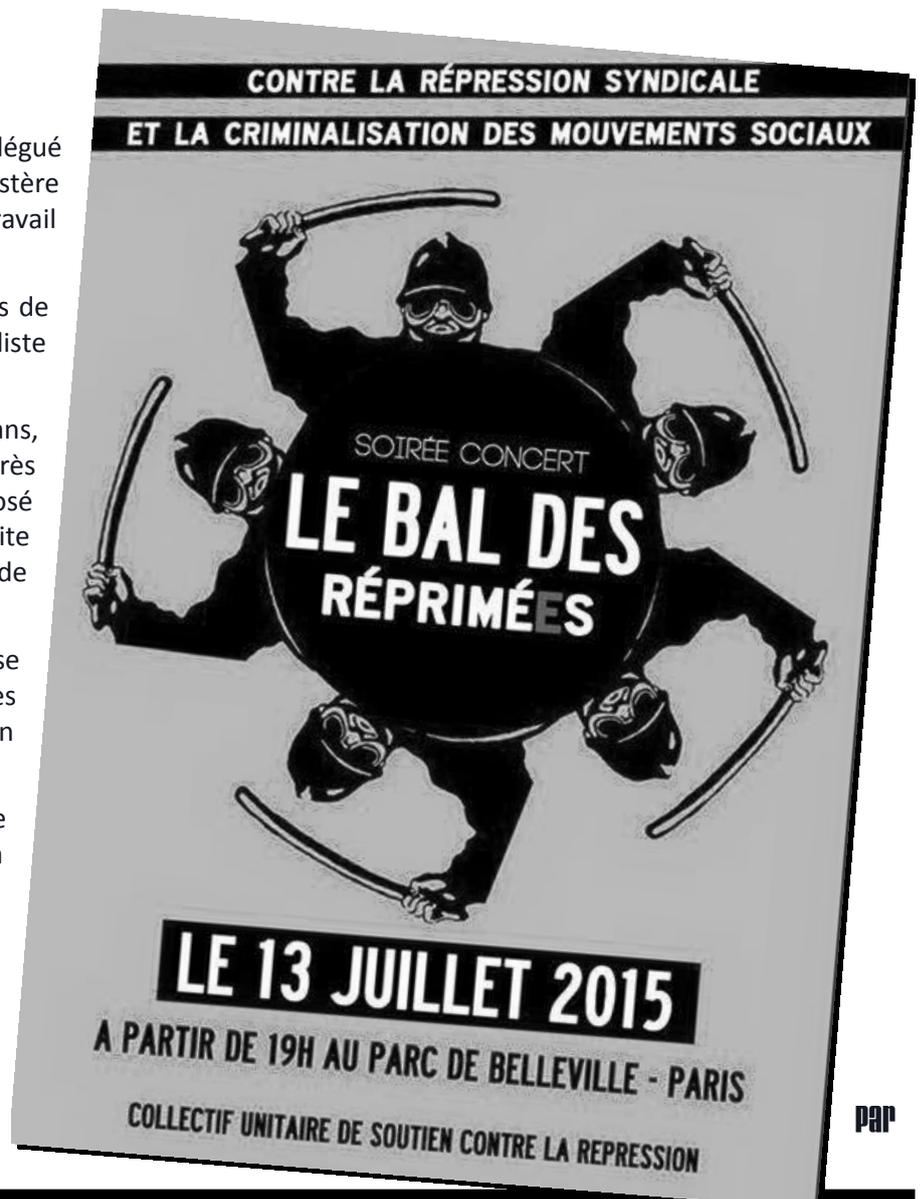
Les licenciements et les sanctions pénales ou disciplinaires sont les formes plus visibles de répression. Le patronat développe par ailleurs un véritable

POUR SOUTENIR LES MILITANT(E)S TOUCHÉ(E)S LA RÉPRESSION :

arsenal pour exercer une pression au quotidien sur les travailleurs qui osent protester : placardisation, mutations, sanctions, freins à l'avancement...

Le gouvernement, quant à lui, n'hésite plus à utiliser la force en réponse aux revendications du mouvement social : manifestations contre l'invasion israélienne en Palestine, Sivens, Notre Dame des Landes, ferme des 1000 vaches, actions Logement, évacuation violente des migrants à la porte de la Chapelle, etc.

Nous rappelons notre attachement aux formes collectives de lutte et d'expression. C'est ce travail que le collectif unitaire contre la répression souhaite mettre en place. Nous invitons l'ensemble des syndicats, associations et organisations politiques à créer des collectifs locaux et à se coordonner pour la défense de nos droits fondamentaux : liberté d'expression, droit de grève, droit de manifester.



PAR

BAL DES RÉPRIMÉES LE 13 JUILLET À PARIS À PARTIR DE 19H

ROTONDE DU PARC DE BELLEVILLE, 1 RUE DES ENVIÉRGES DANS LE 20^e (À L'ANGLE AVEC LA RUE PIAT)

